

## Education: 16.000 postes supprimés en 2010, des postes de stagiaires selon Darcos

[ 23/06/09 - 23H01 - AFP ] © AFP/Archives - Franck Fife



Le ministre sortant de l'Education, Xavier Darcos, a annoncé à La Tribune à paraître mercredi que le budget 2010 prévoira 16.000 suppressions de postes dans l'Education, la quasi-totalité étant les postes de stagiaires supprimés par la réforme de la formation des enseignants.

"J'ai proposé de ne pas renouveler **16.000 emplois en 2010**, conformément à la règle de non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite", a déclaré M. Darcos.

"Il s'agit de **600 postes d'agents administratifs** et de 14.000 postes d'enseignants stagiaires affectés en Institut universitaire de formation des maîtres (IUFM) ou équivalent pour l'enseignement privé (à hauteur de 1.400)", a-t-il ajouté.

Au total, 34.000 postes de fonctionnaires seront supprimés dans le budget 2010, avait déjà annoncé auparavant le ministre du Budget Eric Woerth.

La réforme de la formation des professeurs des écoles, collèges et lycées prévoit que les futurs enseignants seront recrutés au niveau "master 2" (bac +5) et que la formation incombe aux universités, et non plus aux IUFM. Du coup, pour la première année d'application de la réforme, à la rentrée 2010, les étudiants qui auront réussi le concours d'enseignants ne seront plus affectés en IUFM, mais directement en classe, ce qui permettra d'économiser à cette rentrée-là les 15.400 postes de Fonctionnaires stagiaires cités.

M. Darcos a été nommé mardi soir ministre du Travail et est remplacé à l'Education nationale par Luc Chatel.

Les lettres plafond fixant les crédits et les effectifs dont disposeront les ministères doivent être dévoilées mercredi aux parlementaires, selon le ministère de l'Education.

Dans La Tribune, M. Darcos a ajouté que "le nombre de postes mis au concours en 2010 sera au moins égal à celui

de la session 2009, dans le premier degré comme dans le second degré".

Au ministère de l'Education, on fait remarquer que, hormis les suppressions de postes de fonctionnaires stagiaires qui sont la conséquence directe et déjà connue de la réforme de la formation des enseignants, il n'est pas prévu en 2010 d'autres suppressions de postes de professeurs.

**Ces suppressions ont été de 13.500 en 2009 et de 11.200 en 2008**

**Article des Echos sur les suppressions d'emplois, dont les 600 suppressions de poste administratifs "dealés" par A et I contre une augmentation des primes...**

**BUDGET**

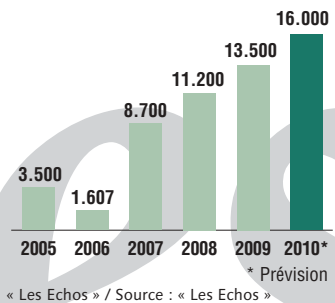
Le ministre du Budget, Eric Woerth, présente aujourd'hui à l'Assemblée nationale les principales orientations du budget 2010. Cette année, les dépenses évolueront conformément à l'inflation, grâce à des frais liés à la dette inférieurs de 3 milliards à 4 milliards d'euros à la prévision.

# Le gouvernement va supprimer 16.000 postes à l'Éducation nationale en 2010

L'annonce survient à un bien mauvais moment pour Nicolas Sarkozy. Lundi, devant le Congrès, le chef de l'État a beaucoup insisté sur les investissements à réaliser pour préparer l'avenir, en mettant en avant, notamment, ceux concernant l'éducation : réforme des lycées, internats d'excellence, écoles de la deuxième chance, etc. Aujourd'hui, devant la commission des Finances de l'Assemblée nationale, le ministre du Budget, Eric Woerth, doit présenter les principales orientations du budget 2010, alors que les lettres plafonds fixant les moyens des différents ministères ont été envoyées il y a dix jours. Il devrait faire état de la suppression de 16.000 postes dans l'Éducation nationale en 2010, après 13.500 cette année et 11.200 en 2008.

## Les suppressions de postes dans l'Éducation nationale

En équivalents temps plein



Sachant que le départ de quelque 34.000 agents est anticipé dans l'Éducation, la règle du non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux

partant à la retraite sera donc presque atteinte (le taux de non-remplacement sera de 47 %, contre 38 % en 2009). Il reste à savoir comment ces suppressions seront réparties entre écoles primaires, collèges et lycées.

### Objectif atteint

Cela permettra au gouvernement d'atteindre l'objectif annoncé dès le mois dernier : la suppression de 34.000 postes de fonctionnaires en 2010 (pour environ 68.000 départs). Plus précisément, le nombre de postes supprimés serait de 33.500 hors budgets annexes. Les autres ministères concernés au premier chef sont la Défense (avec un peu plus de 8.000 emplois supprimés l'an prochain), le ministère de l'Intérieur, avec près de 3.500 emplois en

moins, et celui du Budget et des Finances (près de 3.000). Seule mission bénéficiant de créations nettes de postes : la Justice aura 400 emplois supplémentaires (en particulier pour l'encadrement dans les nouvelles prisons). Et si l'Éducation voit ses effectifs diminuer sensiblement, l'Enseignement supérieur et la Recherche bénéficieront comme prévu d'un gel des suppressions de postes en 2010 et 2011.

Côté crédits budgétaires, Eric Woerth est parvenu à respecter la règle d'une évolution des dépenses limitée à l'inflation, en 2009 comme en 2010, hors dépenses de relance. Et ce, en dépit d'une hausse des prix plus faible que prévu (0,4 % en 2009, 1,2 % en 2010). Les dépenses liées à la dette, en dépit d'une explosion des volumes, sont en effet nette-

ment revues à la baisse : elles seraient cantonnées entre 39 et 40 milliards d'euros cette année au lieu des 43 milliards prévus. L'explication est double : les taux d'intérêt sont très bas et Bercy avait provisionné des dépenses pour les titres indexés sur l'inflation qui se révèlent superfétatoires. En 2008, l'inverse s'était produit puisque cette indexation (15 % des obligations) avait alourdi la charge de la dette de 2,5 milliards. Le respect de la norme « zéro volume » n'empêchera pas le déficit budgétaire de se situer autour de 127 milliards d'euros en 2009 (« Les Echos » du 22 juin).

### Bouffée d'oxygène

Pour 2010, le gouvernement revoit aussi les frais de la dette à la baisse, à 42,5 milliards d'euros au

lieu des 45,2 milliards qui figuraient dans la loi de programmation. Cette bouffée d'oxygène, à laquelle il faut ajouter quelque 400 millions d'euros de dépenses de retraites de moins pour les fonctionnaires (en raison de la faible inflation), permet de compenser les dérapages anticipés sur les dépenses sociales : le budget de l'Emploi est revu à la hausse de 700 millions d'euros, de même que les dépenses de la mission Solidarités, le budget de la Ville et du Logement étant quant à lui relevé de près de 500 millions d'euros par rapport à la loi de programmation.

ÉTIENNE LEFEBVRE

Lire également l'éditorial de Dominique Seux page 14.



## **Communiqué FSU sur les 16000 suppressions d'emplois au Budget 2010 annoncées par Darcos**

**La nomination d'un nouveau ministre à l'Education Nationale coïncide avec l'annonce par son prédécesseur de 16000 suppressions d'emplois au Budget 2010. Cette annonce augure mal du mandat du nouveau ministre si ces suppressions étaient confirmées.**

**Celles-ci, d'un niveau jamais atteint, s'ajoutent aux dizaines de milliers de suppressions de ces dernières années et aux dégradations qu'elles ont engendrées et recouvrent des réalités différentes mais tout aussi graves.**

**La saignée continue pour les postes administratifs, mettant en cause la capacité des services à répondre aux besoins des familles, des élèves et des personnels.**

**Pour les enseignants les suppressions concernent les emplois de stagiaires. D'une part elles conduisent en tout état de cause à des suppressions importantes de moyens sur le terrain et d'autre part elles confirment les analyses de la FSU sur une réforme de la formation des enseignants marquée d'abord par le souci d'économies budgétaires qui se traduiront par une dégradation considérable de la formation initiale des nouveaux enseignants ainsi que de la formation continue : un pari dangereux pour une formation de qualité et pour l'avenir du système éducatif.**

**Par ailleurs les chiffres annoncés par le ministère mettent en évidence que l'enseignement privé aurait, pour la seconde année consécutive, des suppressions d'emplois nettement inférieures à 20% de celles du public remettant en cause l'équilibre indispensable au maintien de la « paix scolaire »**

**La FSU attend du nouveau ministre qu'il agisse pour que d'autres arbitrages interviennent. Elle renouvelle sa demande que soit abandonné le projet actuel sur la formation et le recrutement des enseignants, et qu'il soit procédé à une remise à plat au profit d'une tout autre réforme, ce qui exclut tout passage en force et implique la non publication des décrets et des réponses aux exigences que la FSU a formulées dans un récent courrier au précédent ministre.**

**Les Lilas, le 24 juin 2009**

**SNASUB - FSU**

**SYNDICAT NATIONAL  
DE L'ADMINISTRATION  
SCOLAIRE ET UNIVERSITAIRE  
ET DES BIBLIOTHÈQUES**

